

17 septembre 2004

Quelle voie pour l'UFP ? Unité à gauche ou au centre-gauche?



Pierre Dostie, dans son article pour le numéro de juillet-août de *Canadian Dimension*, conclut que « [l]e débat est maintenant bien circonscrit et met, face à face, d'un côté le SPQ libre et de l'autre l'UFP et Option citoyenne, comme deux stratégies opposées. » En toute logique, il nous invite à ne pas « nous tromper de cible » en critiquant Option citoyenne.

Pour arriver à cette conclusion, l'auteur souligne que l'UFP est un « *parti-processus* » qui a su unifier la majorité des « *organisations politiques partisans* ». Resterait à unifier la gauche politique et cette partie de la gauche sociale qui s'intéresse dorénavant à la « *politique partisane* », partie amenée par Option citoyenne.

L'UFP, d'abord le parti des « sans parti »

L'analyse tord quelque peu les faits en réduisant la portée de l'UFP. L'UFP était au départ en grande partie, si ce n'est en majorité, composée de *sans parti* c'est-à-dire de personnes qui n'étaient pas au départ membres des trois partis fondateurs. Ce n'est pas là que simple erreur mathématique mais relève d'une fausse perception de ce qu'a été le processus de fondation de l'UFP.

Lors de ce processus, se sont affrontées deux conceptions du parti. D'une part, celle du parti coalition basée sur une entente au sommet entre états-majors, ce qui d'ailleurs exigeait la constitution d'un *quatrième parti* pour les sans parti afin de les inclure dans le jeu. D'autre part, celle du parti unitaire pluraliste basé sur une plate-forme et des statuts élaborés par un processus de démocratie participative. La première conception était défendue par une alliance des directions du RAP et du PCQ appuyée par le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN et la deuxième par la plupart des comités provisoires locaux et régionaux de l'UFP, la direction du PDS étant ambivalente.

Comme tout le processus était une suite de *l'esprit de Mercier* -- l'inattendu score de 24% du candidat de gauche dans Mercier en avril 2001 suite à une mobilisation sans

précédent de la gauche politique et en partie sociale – lui-même découlant de la mobilisation altermondialiste du Sommet des Amériques préparée par celle de la Marche mondiale des femmes, il y avait une obligation de résultat. Comme, cependant, la conception du parti-coalition conduisait à l'impasse à cause du patriotisme d'organisation des états-majors et de la volonté de contrôle des bureaucraties syndicales, fussent-elles de gauche, la conception du parti unitaire pluraliste s'imposa malgré un rapport de forces interne qui lui était défavorable. La fondation du parti coûta l'appui actif du CCMM-CSN et une saignée du RAP mais la contrepartie eut été l'enlèvement de tout le processus.

Les partisans de la conception parti-coalition, recyclé désormais en *parti fédératif*, livrèrent alors une bataille sur la plate-forme de fondation qu'ils tentèrent de vider de son contenu anti-néolibéral – par l'acceptation des clauses sociales et environnementales à la ZLÉA, tel que voulues par les directions syndicales, et non le rejet des accords de libre-échange – anti-guerre – en se contentant de demander une réévaluation de la participation du Canada à l'OTAN et à NORAD et non son retrait alors qu'on était en pleine hystérie “ anti-terroriste ” – féministe – en ignorant l'équité salariale – et indépendantiste – en *oubliant* de revendiquer l'indépendance du Québec.

Mais encore là, la victoire idéologique de la coalition anti-ZLÉA au Sommet des peuples, l'ampleur de la mobilisation anti-guerre et la mobilisation de la Marche des femmes ne permettaient pas de tels reculs. Les partisans du parti fédératif durent capituler sauf à propos de l'indépendance. Il fallut un affrontement au congrès de fondation, où prédominaient nettement les sans-parti, pour enfin inclure la revendication de l'indépendance dans la plate-forme. Malheureusement, les hésitations de plusieurs congressistes, trop obnubilés par la volonté de faire l'unité à tout prix, ont fait en sorte que la question nationale soit subordonnée à la question sociale et non pas que toutes deux soient comprises comme deux aspects indissociables d'un même projet de libération du peuple québécois.

Somme toute, les sans parti malgré leur faiblesse organisationnelle, avaient fait prévaloir leur conception parce qu'ils étaient porteurs de l'esprit de Mercier. Le rapport de forces externe l'avait emporté sur le rapport de forces interne. D'ailleurs, le noyau des jeunes altermondialistes du premier exécutif de l'UFP se fit le porteur de cet esprit avant qu'il ne s'affaisse, mal encadré par la gauche de l'UFP, et par conséquent y prédominant par défaut les partisans du parti fédératif.

L'UFP, parti-processus fédératif ou parti pluraliste de gauche ?

Option citoyenne (OC), en effet, mise sur un processus de parti fédératif c'est-à-dire sur la construction d'un nouveau parti basé sur une entente au sommet entre états-majors, entente élaborée par une série de rencontres peu transparentes pour les bases et que les instances compétentes ne feraient que ratifier avec au plus des amendements mineurs pour ne pas tout remettre en question. Est exclue d'emblée une démarche de démocratie participative semblable à celle qui a menée au congrès de fondation de l'UFP, ce qu'aurait permis l'intégration d'OC comme *entité politique* de l'UFP, option que

l'exécutif de l'UFP a refusé de présenter à OC préférant être à la remorque de ses initiatives. Qu'OC accepte ou non cette proposition, sur la base du principe *une personne, un vote* articulé à celui du pluralisme aurait pu se développer un foisonnement d'amendements à la plate-forme et aux statuts de même que des candidatures compétitives qu'un congrès commun aurait tranché au final.

La démarche de démocratie participative qui avait mené au congrès de fondation avait débouché sur une plate-forme clairement antinéo-libérale, indépendantiste, féministe, écologiste et internationaliste de même que sur des statuts d'un parti pluraliste et ouvert. Il s'agissait là d'une rupture qui se voulait définitive avec les trois partis néolibéraux sans qu'il ne soit accordé au PQ aucun *préjugé favorable*. Cette rupture est aux antipodes de la tactique de construction *parti-processus* des tenants du parti fédératif.

Le parti-processus est en effet antinomique aux ruptures car cette démarche suppose une logique de coalition organisationnelle sans principe, concoctée en haut lieu pour élargir sans cesse la coalition fédérée en parti. C'est une démarche électoraliste. Une démarche de démocratie participative, par contre, donne le pouvoir à la base qui aura tendance à traduire programmatiquement les acquis antinéo-libéraux, indépendantistes et démocratiques du mouvement social. Par exemple, le dernier congrès, malgré une procédure étriquée laissant peu de place aux remises en question de la base, a radicalisé les propositions environnementales des instances centrales.

S'en remettre à une démarche fédérative c'est en plus accorder une prime médiatique à OC, prime qui provient d'abord et avant tout du caractère centre-gauche de son orientation générale. Ce serait là accorder un droit de vote implicite aux monopoles médiatiques à travers le mécanisme du vedettariat par lequel ceux-ci influencent le processus d'unification de la gauche dans le but bien compris de le faire aboutir en un quatrième parti (socio)-libéral. Cette récupération est d'autant plus menaçante que la vie participative du parti s'est étiolée comme l'a démontré le petit nombre des contributions des instances de base au dernier congrès, comparées à celles des instances centrales ou à celles du congrès de fondation.

Option citoyenne n'a rompu ni avec le néolibéralisme ni avec le fédéralisme

Le caractère centre-gauche de l'orientation générale d'OC était on ne peut plus clair dans le message de son porte-parole au dernier congrès de l'UFP. OC veut un parti abstraitement antinéo-libéral... mais en pratique acceptant la « *contrainte* » du néolibéralisme parce que nous sommes un « *petit peuple* ». De dire aussi cette porte-parole dans sa récente brochure *Bien commun recherché*, la politique dévastatrice du *déficit zéro* des années 90 ne fut pas mauvaise en soi mais fut appliquée trop rapidement et sans planification (page 17). OC veut un parti reconnaissant le droit à l'autodétermination de la nation québécoise... mais en pratique fédéraliste car il y a une poignée de fédéralistes progressistes au Québec et une gauche fédéraliste de bonne volonté au Canada anglais.

Dans sa brochure, Mme David pense que le problème est seulement avec le « *capitalisme sauvage* » et non pas avec la « *liberté d'entreprendre* » (page 62). Sur cette base, elle lance un appel à la concertation (63). C'est le PQ qui va être content. Son modèle c'est l'économie solidaire c'est-à-dire la cohabitation des trois secteurs, entreprise privée, secteur public et économie sociale (63-65). La porte-parole d'OC reste silencieuse à propos des accords de libre-échange, sauf à dire que le PQ a appuyé l'ALÉNA « *sans discernement* » (17), et des pactes militaires dont le rejet est l'épine dorsale de la plate-forme de l'UFP. Rien de surprenant qu'aucune mention ne soit faite de l'importance cruciale de la mobilisation contre la ZLÉA lors du Sommet des Amériques. Ce béant point aveugle n'est pas innocent. Il signifie le renoncement à la lutte contre le néolibéralisme.

Dans un tel cadre, toute demande, non chiffré évidemment, de réforme fiscale (80-81), de mesures anti-pauvreté (85) ou de virage dans la santé (91-93) sonnent creux, et encore plus l'exigence utopique que les entreprises se comportent socialement (62-63). Evidemment, rien n'est dit sur le contrôle de ce nerf de la guerre qu'est le flux des épargnes et des investissements qui n'exige rien de moins que la nationalisation sans compensation des institutions financières. Idem pour les ressources naturelles allégrement pillées par les transnationales aux dépens des régions et des peuples autochtones. Mme David reste d'ailleurs étrangement discrète sur les transnationales en général et sur les banques en particulier. Croit-on vraiment possible un virage à 180 degrés de la politique fiscale et budgétaire de l'État sans une transcroissance de l'antinéolibéralisme en anticapitalisme ? Il faut cependant avouer que sur cette nécessité l'UFP demeure aussi discrète qu'OC. Cependant, l'introduction de l'idée de nationalisation dans la plate-forme par le dernier congrès indique peut-être une prise de conscience en ce sens.

On croit rêver quand la porte-parole d'OC prône une « *commission itinérante* » à propos de la pertinence de la revendication de l'indépendance du Québec (58). On peut toujours être d'accord avec un tel processus dans le cadre d'une démarche menant à une Assemblée constituante tel que le revendique l'UFP. Mais il s'agit ici de la prise de position d'un éventuel parti de gauche sur un enjeu fondamental. L'affaire a été assez discutée depuis deux générations pour que la gauche se branche. Le fédéral a assez humilié le peuple québécois de Meech à la loi dite de la clarté en passant par Charlottetown pour opter une fois pour toute pour l'indépendance.

La revendication de l'indépendance n'est pas d'abord une béquille porteuse d'un projet social, contrairement à ce que pense OC et même l'UFP, mais un pilier programmatique en soi pour libérer le peuple québécois de l'oppression nationale. Sur cet aspect, les *purzédurs* ont raison même si leur prise de position procède du culte de la différence et non de la conscience de l'oppression nationale qu'ils ne reconnaissent d'ailleurs pas. Leur erreur stratégique est de ne pas comprendre que l'ample mobilisation populaire que nécessite la conquête de l'indépendance – il s'agit rien de moins que de briser l'État canadien, un membre du G-7 – exige la combinaison indissociable de la lutte pour la libération nationale avec celle pour la libération sociale.

Vice-versa, l'erreur stratégique d'OC et, dans une moindre mesure de l'UFP, est de ne pas comprendre que l'ample mobilisation populaire que nécessite une radicale justice sociale – il s'agit rien de moins que de briser l'emprise du néolibéralisme pour ne pas dire du capitalisme sur le Québec – exige la combinaison indissociable de la lutte pour la libération sociale avec celle pour la libération nationale. En effet, malgré la trahison nationale et sociale péquiste, la dynamique pour le *oui* récolte toujours de 40 à 50% de la faveur populaire.

Comme stratégie électorale OC veut avant tout battre les Libéraux aux prochaines élections... ce qui ne peut que signifier, en toute logique, faire une entente électorale avec le PQ qui leur réserverait quelques circonscriptions. Dans sa conférence de presse du 14 septembre, cette main tendue vers le PQ est on ne peut plus claire : selon la Presse canadienne « *Mme David parle aussi de "dialogue et de passerelle possible" avec le Parti Québécois. "Nous sommes de gens de dialogue et de stratégie"...* » Cette position est d'ailleurs un corollaire de celle de D'abord solidaire, la matrice d'OC, lors des dernières élections soit le front anti-ADQ devenu aussi anti-Libéral maintenant que le PLQ a fait sienne le discours de l'ADQ, et non pas seulement les politiques de l'ADQ car le PQ aurait eu les mêmes politiques en *redécouvrant* le plan Facal.

Il n'y a donc pas de différence qualitative entre l'orientation politique d'OC et celle de SPQ-libre, ni même entre leurs tactiques électorales. Tant le PQ, dont SPQ-libre est une composante, qu'OC sont pour un fédéralisme renouvelé, le premier sous forme de souveraineté-partenariat, le second sous forme d'un quelconque fédéralisme asymétrique. Tant le PQ qu'OC ne veulent pas rompre avec le néolibéralisme malgré un discours social-démocrate de l'un et de l'autre qui est certes moins fort et moins crédible venant du PQ mais seulement parce que celui-ci a subi et failli l'épreuve du pouvoir. La différence de tactique électorale entre SPQ-libre et OC est de pure forme, l'une étant une alliance interne, l'autre une alliance externe. Leur possibilité de réalisation sur le terrain sera fonction de la force du mouvement social telle que l'UFP sera capable d'en être la médiatrice.

Tant OC que SPQ-libre portent sur le terrain de la politique partisane les orientations politiques des directions soit populaires dans un cas soit syndicales dans l'autre. Le début de commencement de restructuration du terrain politique provoqué par l'unification politique de la gauche dans l'UFP a obligé celles-ci à apparaître politiquement au grand jour à leurs corps défendant, ce qui est certainement un pas en avant dans le sens d'une clarification du champ politique. Cependant, en aucun cas les orientations politiques de ces directions ne se sont-elles modifiées. Il s'agit toujours d'un appui critique au PQ. Les unes et les autres se meuvent toujours dans le cadre de la *realpolitik* du moins pire. Si cet appui est indirect de la part des directions populaires c'est tout simplement que l'ampleur des politiques néolibérales péquistes, avant tout dirigées contre les pauvres et contre les femmes, ont rendu impossible un appui ouvert.

La tentation du PQ sans le PQ

La tentation du PQ est aussi celle de l'auteur de l'article dans Canadian Dimension... mais sans le PQ. D'entrée de jeu il nous dit non pas que le PQ est néolibéral mais qu'il « ...a dangereusement dérivé vers le néolibéralisme... ». Ce simple diagnostic pourrait justifier la tactique de redressement du PQ de la part de SPQ-libre mais l'auteur referme immédiatement cette porte en nous disant que le PQ est irrémédiablement engoncé dans l'étapisme, ce qui piègera SPQ-libre.

Il est toujours dangereux de miser sur l'ineptie de l'adversaire pour sa propre croissance même s'il faut toujours profiter de ses contradictions. Que le PQ soit stratégiquement coincé dans le cul-de-sac d'un indépendantisme introuvable, cela est vrai... mais ça l'est depuis la fondation du PQ. L'art de la politique bourgeoise consiste à masquer l'échec stratégique par des succès tactiques sans cesse renouvelés et sans cesse renouvelables tant que les classes populaires ne se sont pas dotées d'une alternative programmatique et organisationnelle crédible.

Ici, il faut rendre au PQ ce qui revient au PQ, le championnat de l'habileté tactique. SPQ-libre en est en soi un bon départ dont la digestion, il est vrai, n'est pas garantie mais tout probable tout dépendant des sondages. Après un éventuel retour au pouvoir, évidemment, il arrivera à SPQ-libre ce qui est arrivé à l'Action libérale nationale sous le premier mandat Duplessis. Reste un renouvellement cosmétique de la stratégie référendaire qui sera tout probablement atteint par l'intermédiaire d'un psychodrame à la Parizeau pour mieux revenir au point de départ. Le tout pourrait être enrobé d'une campagne à la chefferie juste avant les prochaines élections pavant la voie au retour du *jeune et diplômé* André Boisclair. De la politique-fiction, bien sûr, mais un scénario semblable n'a rien d'in vraisemblable puisque le PQ, faute d'une riposte sociale de grande ampleur à résonance politique, n'a qu'à gesticuler sur place pour cueillir le fruit mûr du pouvoir.

Il ne faut pas se raconter d'histoire. Ce n'est pas la première fois que le PQ doit se tirer d'une impasse. Il y eut le *beau risque*, la *main tendue*, la *souveraineté-partenariat* et les *conditions gagnantes*. Le PQ a même survécu au coup furré de 1982 contre les syndicats du secteur public qui mettait un point final au *préjugé favorable envers les travailleurs*. Il a survécu ensuite au dérapage autonomiste johnsonien qui révélait trop au grand jour le but national réel du PQ caché derrière la stratégie étapistes de la *souveraineté-association*.

Il n'y a aucune raison de penser, que toutes choses étant égales par ailleurs, le PQ ne survive pas au *déficit zéro* bouchardien. Le scénario le plus probable est que le PQ offre aux prochaines élections, mais dans une nouvelle outre, la même stratégie référendaire avec le même discours social-démocrate peut-être étampée d'un nouveau visage. Un effondrement du PQ est toujours possible en cas de mobilisation sociale qui soit non seulement de grande ampleur mais aussi, et c'est la condition la plus difficile, qui remette en question l'hégémonie péquiste sur le *bloc national* tout en appuyant ou suscitant une alternative politique.

L'impasse pour un éventuel *new UFP* à la sauce Option citoyenne serait de se présenter en occupant le même créneau social-libéral *souverainiste* même enrobé d'un

discours plus radical. Dans le scénario le plus probable du maintien du *bloc national*, cette option signifierait la marginalisation de l'UFP, ce qui est d'ailleurs explicitement souhaitée par SPQ-libre et implicitement par Option citoyenne. On n'est donc pas surpris que l'auteur de l'article dans Canadian Dimension veuille exorciser cette possibilité non pas en plaidant pour le maintien et le renforcement de l'orientation antinéo-libérale et indépendantiste de l'UFP mais en comptant sur les déboires du PQ au point d'obliger SPQ-libre à courir vers le *new UFP* au cri de *Le PQ est mort, vive le PQ !*.

Pour la démocratie participative dans la rue

Dans le scénario peu probable d'une grande mobilisation sociale et politique, le succès éventuel d'un *New UFP* vis-à-vis une alternative de gauche serait le même que celui des Caisses Desjardins vis-à-vis du coopératisme. Qui souhaite au Québec le cul-de-sac d'un NPD nationaliste québécois ? Cette double impasse invite à rechercher une brèche, celle de contribuer à une mobilisation sociale anti-Charest qui soit à la fois conjoncturellement victorieuse, c'est-à-dire qui conduise à une grève générale illimitée tous et toutes ensemble, mais aussi structurellement en débouchant politiquement, c'est-à-dire qui soit antipéquistes sur la base de la reconnaissance d'une alternative antinéo-libérale et indépendantiste.

Ainsi, l'UFP, fidèle à la rupture de son congrès de fondation, du parti des sans parti commencerait-elle à devenir le parti des classes populaires et non pas celui des bureaucraties syndicales ou populaires. La tactique de construction de l'UFP en découle : se construire dans la riposte anti-Charest par un double mouvement simultané de va-et-vient. D'abord proposer au mouvement social, si possible avec OC et tout autre force sociale le souhaitant, une orientation pour vaincre le gouvernement Charest sans tomber dans le piège péquiste. Ensuite l'inviter à participer à une mue de notre plate-forme et de nos statuts pour construire un parti des classes populaires qui ait une orientation antinéo-libérale, indépendantiste, féministe, écologique et internationaliste .

L'UFP, avec ou sans OC, proposerait au mouvement syndical et populaire, auquel elle participe pleinement de préparer une grève générale illimitée publique-privée tous et toutes ensemble. Pour y arriver, l'UFP proposerait la construction d'un front commun syndical-populaire à la base et au sommet dont les revendications globales pourraient être le rejet des lois scélérates de décembre 2003, le refus des partenariats publics-privés et un réinvestissement massif et immédiat de 10 milliards \$ dans la santé, l'éducation et la lutte contre la pauvreté.

Dans le même temps l'UFP, tout comme elle l'a fait à l'interne au moment de sa fondation, inviterait, si possible conjointement avec OC et d'autres groupes politiques et sociaux, les syndicats et groupes communautaires à contribuer au renouvellement et à l'unification des plate-forme et statuts des partis et organisations politiques participantes au processus dans le cadre d'une orientation antinéo-libérale et indépendantiste. Nul doute que cette main tendue exigerait une mobilisation de type campagne électorale et

de trouver des tactiques imaginatives afin d'intéresser le mouvement syndical et populaire. Dans un environnement de mobilisation sociale, cela est tout à fait possible.

Quel chemin prendre : celui du PT brésilien ou du SSP écossais ?

Après avoir franchi avec succès l'étape de sa fondation, mais sans rallier de larges pans de la gauche sociale, puis celle de l'épreuve électorale, mais sans franchir le seuil du parti de masse, l'UFP se voit confrontée à un nouveau test : s'inscrire comme acteur dans les luttes sociales tout en s'y construisant. Pour faire court, deux chemins s'ouvrent à cette croisée, celui du Parti des travailleurs du Brésil et celui du Scottish Socialist Party. Tous deux sont des partis de type nouveau en ce sens qu'ils ne sont de traditions ni *social-démocrate* ni *communiste*. Tous deux sont des partis pluralistes bien marqués en ce sens qu'ils sont composés de tendances ayant pignon sur rue dont certaines ont leurs propres journaux ou revues ou sites internet.

Bien sûr, le premier a été fondé il y a une génération et a gagné le pouvoir présidentiel dans un des grands pays du tiers monde tandis que le deuxième, contemporain de l'UFP, est un parti socialiste et indépendantiste d'une petite nation opprimée au sein d'un État impérialiste. Les ressemblances avec l'UFP sont frappantes – l'Écosse a même un PQ, le Scottish National Party social-libéral et *souverainiste* -- sauf à se rappeler que l'Écosse a été anglicisée, que son parlement est tout récent, que 45% de ses députés y sont élus à la proportionnelle et que la tradition Labour y est forte. Le SSP est né comme parti des sans parti en réaction au blairisme du New Labour et à l'initiative de petits groupes d'origine trotskiste.

Les proportions et le contexte ne sont donc pas les mêmes entre le PT et le SSP mais tous deux ont connu d'importants succès électoraux à leur échelle. Le SSP, aux premières élections du parlement écossais en 1999 avait récolté 2% des votes et un député. Aux élections de 2003, il en récoltait 7.5% et 6 députés dont quatre femmes. Les succès électoraux de l'un et de l'autre, dans la période récente, ne sont cependant pas basés sur la même stratégie ni aboutissent aux mêmes politiques.

Après les élections de 1999, le SSP a initié « *des campagnes de masse [...] contre les privatisations des services publics, pour la renationalisation des chemins de fer, contre la taxe municipale - une version édulcorée de la Poll Tax de Margaret Thatcher -, pour les droits des femmes, pour un salaire minimum horaire de 7 livres et pour la légalisation du cannabis.* » (François Duval dans Rouge). Cela contraste avec la campagne mort-née *Opération Liberté II* de l'UFP et à celle annoncé sur la réforme fiscale mais jamais amorcée alors qu'une telle campagne aurait été cruciale comme contribution politique au mouvement anti-Charest. Heureusement, le succès relatif de la campagne sur la proportionnelle, malgré une pétition qui n'a pas décollé, a évité l'échec totale. À la veille des élections de 2003, le SSP avait développé 80 sections dans un pays moins peuplé que le Québec. À l'occasion de cette élection et à cause des campagnes politiques du SSP, « *[d]e nombreux militants et responsables syndicaux se sont présentés sur les listes du SSP, y compris plusieurs pompiers, [à ce moment-là] engagés dans un conflit dur avec le gouvernement Blair. Deux dirigeants*

syndicaux de gauche sont venus de Londres pour faire des meetings pour le SSP [dont] le secrétaire général du Syndicat des cheminots (RMT)... » (Murray Dobin dans Rouge)

En un mot, le SSP s'est construit dans les luttes sociales et non pas dans des alliances ambiguës l'entraînant vers le centre-gauche. C'est cette tactique de construction qui lui a permis de presque quadrupler en termes relatifs son score électoral et de se gagner l'appui actif de la gauche sociale. Au contraire, lorsque le SWP écossais, le plus important parti d'extrême-gauche de Grande-Bretagne mais relativement faible en Écosse, constatant le succès de SSP a finalement décidé de s'y rallier, c'est aux conditions du SSP qu'il l'a fait. Et c'est le SSP qui l'a rappelé à l'ordre quand le SWP resta fidèle à ses habitudes sectaires de donner la priorité à sa propre construction et à la diffusion de sa propre presse aux dépens de celles du SSP.

L'UFP aurait tout à gagner à approfondir sa connaissance du SSP et à développer des rapports avec lui. Pourquoi pas profiter de sa prochaine session de formation pour l'inviter à donner une conférence-débat ?

Le contrôle démocratique du PT

Le PT, depuis 1994, a sans cesse glissé à droite suite à la défaite crève-cœur de son candidat à la présidence qui n'avait pas su donner une réponse programmatique adéquate à l'hyper-inflation. La direction aux mains de la droite du parti, représentative des appareils en voie de consolidation surtout dans les municipalités et dans les syndicats, en élimina les tendances de gauche, qui jusque là y avaient été représentées en proportion de leur influence. La droite voulait ainsi s'autonomiser du parti pour mieux adapter le message politique subliminal à la nécessité de la lutte contre l'inflation à la mode du *consensus de Washington*.

Cependant, par électoralisme mais aussi pour éviter une crise dans le parti, la direction laissa la base et les éluEs défendre le programme radical du parti. Pendant ce temps, le président charismatique du parti, charisme sciemment entretenu au dedans et au dehors du parti, tissait une relation directe avec le peuple du genre sauveur suprême, relation que facilitait la foi chrétienne et la tradition populiste du Brésil. L'erreur de la gauche du PT fut de laisser faire au nom de l'unité et de croire que le congrès, le moment venu, pourrait rétablir la situation. Même s'il était indispensable de construire des bastions locaux pour faire exemple – on pense au budget participatif de Porto Alegre – et de travailler fort à la construction du PT, la gauche réalisa trop tard qu'il aurait fallu aussi critiquer publiquement la dérive droitière de la direction dès le départ.

Le résultat en fut la complète et publique autonomisation de la direction lors de la pré-campagne et de la campagne électorale de 2002 au point de faire une alliance ouverte avec la droite nationaliste et de conclure un pacte de soumission avec le FMI pour rassurer les *marchés*. Inutile d'insister sur la catastrophe des politiques néolibérales du gouvernement Lula en parfaite continuité avec celles du gouvernement précédent. La défaite est à ce point profonde qu'il faut tout recommencer, comme l'ont fait courageusement les 800 délégués qui viennent de fonder le nouveau Parti du

socialisme et de la liberté (PSOL) en continuité avec le PT historique qui s'était construit dans les luttes ouvrières et dans la radicalisation concomitante de son programme tout au long des années 80.

Cependant, cette fois-ci, les fondateurs et fondatrices du nouveau parti ont fixé des normes statutaire « *pour une démocratie interne effective, pour le contrôle du parti par les militants, pour la nécessité d'organiser le parti sur la base de collectifs militants [par rapport à une adhésion individuelle, sans obligation, y compris par internet comme c'est le cas actuellement pour le PT], pour la subordination des dirigeants et des parlementaires à la direction collective élue.* » (Mario Maestri et Gilberto Calil, membres fondateurs du PSOL)

Ce bilan de l'échec retentissant du PT plaide pour un renforcement des instances de base par rapport aux instances dirigeantes, exactement le contraire des décisions prises par le dernier congrès de l'UFP qui a accepté telles quelles les suggestions de ses instances dirigeantes élargissant l'exécutif et lui attachant une commission politique d'experts, embryon d'un parti dans le parti. Ne faudrait-il pas, au contraire, renforcer le Conseil de l'Union par des réunions plus fréquentes et en lui attachant des commissions spécialisées qui seraient l'interface avec le mouvement social et qui alimenteraient tant le Conseil que le Congrès laissant à l'exécutif un simple rôle de coordination ?

Marc Bonhomme, 24 août 2004 (mis à jour le 17 septembre)